

COLLECTION " LU POUR VOUS "

n°4 - novembre 2020

Économie utile pour des temps difficiles

Synthèse du livre
de Abhijit V. Banerjee
et Esther Duflo

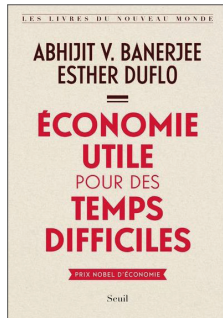
leDoTank

en partenariat avec



Synthèse rédigée par **Fleurke COMBIER**

(Présidente - Le CRI *Créer Révéler Inspirer*) à partir de :



Abhijit V. Banerjee, Esther Duflo, *Économie utile pour des temps difficiles*, 2020, Ed. Seuil

La collection " Lu pour vous "

La collection " Lu pour vous " propose des synthèses de travaux académiques qui font référence sur des questions liées à la Responsabilité Sociale et Sociétale des Entreprises (RSE).

Chaque thématique a vocation à être abordée par des auteurs ayant des opinions contrastées.

Ces notes de synthèse ne présentent pas un avis du DoTank et n'engagent pas sa responsabilité quant aux points de vue exprimés : elles n'ont d'autre ambition que de mettre à la disposition du lecteur des ressources pour sa réflexion et de lui donner envie d'aller plus loin dans la découverte des ouvrages et de leurs auteurs.

Économie utile pour des temps difficiles

1.

MEGA : Make Economics Great Again

Notre civilisation, fondée sur le débat et la démocratie, semble menacée par la polarité croissante et la montée des extrêmes. Les auteurs proposent de revenir aux faits au-delà de la médiatisation sur la base d'une analyse critique et constructive des réflexions des meilleurs économistes sur le monde d'aujourd'hui et des enjeux à relever. En mettant la dignité humaine au centre, ce qui suppose une redéfinition radicale des priorités économiques et des dispositifs choisis par nos sociétés pour protéger leurs membres. Alors même que les pays riches sont de plus en plus confrontés à des problèmes analogues à ceux des pays pauvres.

2. L'immigration

L'immigration est la question qui pèse le plus lourdement sur la vie politique des pays riches. Or la part des migrants dans la population mondiale, 3 %, est à peu près identique à ce qu'elle était en 1960 ou 1990.

La véritable crise migratoire, ce n'est pas qu'il y ait trop de migrations internationales. Le vrai problème, c'est que les gens, bien souvent, ne peuvent pas ou ne veulent pas bouger, dans leur pays natal ou en dehors, pour tirer parti des opportunités économiques existantes. Alors que la mobilité (interne et internationale) est un des principaux moyens d'égalisation des niveaux de vie entre régions ou pays différents et d'absorption des disparités économiques régionales. L'idée que les immigrés font baisser les salaires et les perspectives d'emploi des autochtones n'a pas lieu d'être, mais la crainte du surpeuplement, surtout dans les villes à moitié construites du tiers-monde, n'est pas totalement dénuée de fondement.

Encourager les migrations, internes et externes, devrait être une priorité, non en forçant les gens ou en utilisant les incitations économiques, comme cela a pu être fait dans le passé, mais simplement en supprimant les principaux obstacles. Cela pourrait passer par la rationalisation du processus de migration pour que les travailleurs aient une meilleure connaissance des coûts et des bénéfices de la migration. Il serait utile de permettre aux migrants et à leurs familles d'envoyer plus facilement, dans les deux sens, de l'argent. Proposer une assurance contre l'échec pourrait réduire la peur surdimensionnée de l'échec. Le meilleur moyen est probablement de mieux les intégrer.

En proposant une assistance en matière de logement, une adaptation à l'offre d'emplois avant le départ, une aide à la garde des enfants *etc.* pour permettre au nouvel arrivant de trouver plus facilement une place dans la société.

Cette immobilité a des conséquences profondes pour l'ensemble de l'économie.

3.

Les troubles du commerce

L'idée que le libre-échange est bénéfique est l'un des postulats les plus anciens de la science économique moderne. Au cœur de la théorie du commerce international se trouve l'idée de l'*avantage comparatif* développée par Paul Samuelson, à savoir l'idée que les pays devraient faire ce qu'ils font relativement le mieux. Le théorème de Stolper-Samuelson stipule que l'ouverture au commerce devrait augmenter le PNB de tous les pays et dans les pays pauvres les inégalités devraient baisser ; dans les pays riches, les inégalités pourraient augmenter, du moins avant une redistribution éventuelle de l'État.

Plusieurs études par pays jettent le doute sur le théorème de Stolper-Samuelson. Il est ainsi impossible de savoir si la croissance a provoqué la libéralisation du commerce ou l'inverse. De même, la croissance et les inégalités dépendent de facteurs multiples, le commerce n'en étant qu'un parmi d'autres, et peut-être moins une cause qu'un effet. Le commerce pourrait même accroître la pauvreté. On ne peut réduire le commerce international à des prix bas, de bonnes idées, des droits de douane peu élevés et des transports bon marché. La fluidité des mouvements de travailleurs et de capitaux que le libre-échange est supposé démultiplier, et sur laquelle repose la thèse de Stolper-Samuelson, est loin d'être acquise. La fragilité du processus de construction d'une réputation, l'importance du réseau de relations, ainsi que tous les obstacles à franchir pour réussir peuvent même nous inciter à nous demander : entrer sur le marché international est-il vraiment le moyen d'avancer pour un pays pauvre ordinaire ?

Le choc chinois a confirmé les prédictions du théorème de Stolper-Samuelson. Dans les pays riches, ce sont les travailleurs qui en pâtissent. Ce qui est étonnant, c'est à quel point les dégâts sont concentrés géographiquement. Les populations laissées pour compte vivent dans les endroits eux-mêmes laissés pour compte. Il n'y a pas eu de réallocation de la main d'œuvre vers de nouveaux types d'emplois, les travailleurs n'ont pas quitté les zones affectées. La rigidité de l'économie s'est muée en piège implacable. Le problème a été exacerbé par l'organisation de l'industrie en *cluster*. En théorie, le principal programme d'aide destiné aux travailleurs aux USA qui viennent de perdre leur emploi à cause du commerce international est le *Trade Adjustment Assistance* (TAA). Bien qu'existant depuis 1974, le TAA ne distribue en réalité qu'une part infime des transferts déjà infimes destinés aux comtés impactés. Les symptômes de désespoir profond naguère associés aux communautés afro-américaines des centres-villes se retrouvent aujourd'hui dans les banlieues blanches et dans les villes industrielles anciennes.

Donald Trump a décidé que les droits de douane étaient la solution à l'effet négatif du commerce international. Les économies de grandes tailles comme les États-Unis ou la Chine perdraient relativement peu à ne pas commercer. Le commerce international est en revanche beaucoup plus important pour les pays plus petits et plus pauvres. Ils ont besoin d'importer et donc d'exporter. Ce sont précisément les pays qui rencontrent le plus d'obstacles quand ils veulent s'imposer sur le marché international.

Le commerce international crée beaucoup plus de perdants que ne le postule le théorème de Stolper-Samuelson, comment limiter précisément leur nombre ? Soit en les aidant à changer de travail ou de lieu de vie, soit en trouvant un moyen de mieux les dédommager.

Une solution consisterait à étendre le TAA pour qu'il soit plus généreux et plus accessible. Pourquoi ne pas proposer de subventionner les entreprises qui subissent les contrecoups du commerce international, notamment celles situées dans les régions les plus touchées, tant qu'elles continuent d'employer leurs employés ? Cela permettrait peut-être de préserver un bon niveau d'emploi là où cela importe le plus, d'empêcher la désintégration du tissu local et de participer à la transition nécessairement longue vers un nouveau tissu productif. L'impôt sur le revenu serait le bon moyen de financer ces mesures. Pour éviter d'être taxé de protectionnisme, le dispositif pourrait être étendu aux emplois disparus à la suite d'un choc technologique. L'idée générale est qu'il faut prendre en compte les souffrances subies par ceux qui doivent changer. Contrairement à l'idée des politiques et économistes qui les blâment de ne pas en être capables.

4.

Préférences, désirs et besoins

L'hostilité à l'encontre des personnes de « race » ou d'ethnie, de religion et de sexe différents est devenue la marque des dirigeants populistes. Elle exprime une *préférence* pour une société qui ne compterait plus que des personnes comme « nous ».

Pour Gary Becker et George Stigler, les préférences font partie de ce que nous sommes, c'est un jugement réfléchi, cohérent et sans influence de ce à quoi nous accordons de la valeur. Beaucoup d'économistes ont adhéré à leur suite à l'idée de ce que l'on appelle les *préférences standards*, c'est-à-dire des préférences qui sont à la fois cohérentes et stables. La réalité est plus nuancée et le fait que chaque décision soit rationnelle ne rend pas le résultat d'ensemble nécessairement stable. Le comportement grégaire produit des cascades informationnelles. Les préférences standards peuvent donner une explication aussi bien aux effets de mode qu'au respect des normes sociales comme l'a démontré Elinor Ostrom. Nos préférences sont fortement influencées par les personnes avec qui nous nous lions, les divisions sociales sont extrêmement coûteuses. L'*homophilie* conduit à la ségrégation. La polarisation a été renforcée avec l'expansion d'internet et l'explosion des médias sociaux virtuels qui fonctionnent comme des chambres d'écho. À mesure que nous perdons la capacité de nous écouter les uns les autres, la démocratie perd de sa réalité et se met à ressembler à un recensement de tribus disparates, chacun votant moins sur la base d'un équilibre judicieux de ses priorités qu'à partir de son allégeance tribale.

Le sectarisme à l'encontre de certains groupes peut avoir des explications économiques. Il peut aussi être le résultat d'une discrimination statistique. Ce sont toujours les personnes traditionnellement désavantagées qui sont victimes d'une prédiction biaisée mais auto-réalisatrice. Becker et Stigler voudraient qu'on ne s'intéresse pas au contexte social derrière les préférences ; mais il est partout présent. Nous évitons les gens dont nous nous méfions et emménageons dans les quartiers où vivent les gens qui nous ressemblent. Jean Tirole et Roland Bénabou ont de fait réalisé un important travail sur les *croyances motivées* selon lesquelles nous construisons souvent une vérité objective autour de nos préjugés. Obliger quelqu'un à réaffirmer les valeurs auxquelles il croit avant de porter un jugement sur autrui pourrait contribuer à diminuer ses préjugés. Cette stratégie a cependant plus de chance de marcher si l'estime de soi n'a pas été abîmée auparavant.

Notre réaction à autrui est étroitement liée à la confiance que nous avons en nous, seule une politique sociale fondée sur le respect de la dignité de l'individu permettrait de rendre le citoyen ordinaire plus ouvert aux idées de tolérance. Il est aussi possible d'intervenir au niveau du groupe. La mixité sociale dans l'éducation est un des instruments les plus puissants pour rendre la société plus tolérante et plus inclusive. Le problème, c'est que la discrimination positive est elle-même un sujet qui divise l'opinion publique. La mixité des quartiers est une solution alternative. Pour lutter contre la discrimination qu'implique la logique du point de basculement décrite par Thomas Schelling, il serait utile de construire des logements sociaux pour les bas revenus et de les répartir dans toute la ville, pour qu'il n'y ait pas de quartiers ethniquement ou socialement « purs ».

Les préférences sont autant le symptôme que la cause du malaise actuel. Le préjugé est souvent une réaction de défense contre notre vision sombre du monde, nos difficultés économiques et le sentiment que nous ne sommes plus

respectés à notre juste valeur. Pour combattre les préjugés, il faut restaurer la crédibilité du débat politique et démystifier nombre de sujets polémiques et polarisants où le rôle des préférences est fondamental. C'est l'objectif de ce livre, sur des sujets tels l'immigration, le commerce, l'avenir de la croissance, les causes des inégalités, le réchauffement climatique.

5.

La fin de la croissance ?

Jamais la croissance économique en Occident n'a été aussi rapide que pendant les Trente Glorieuses. En 1973, tout s'est arrêté ou presque. Allons-nous retrouver une croissance soutenue de la productivité ? Les économistes ne s'accordent pas sur le sujet.

Le modèle de Robert Solow repose la théorie des rendements décroissants. Après une grande transformation suivie d'une phase de croissance, l'économie retrouve son sentier de croissance équilibrée, la croissance aura tendance à ralentir. La différence de PIB par tête entre les pays devrait se réduire avec le temps. Les taux de croissance du PIB par tête des pays relativement riches, une fois atteint le sentier de croissance équilibré, ne devraient plus différer beaucoup. Les différences, s'il y en a, ne pourraient provenir que des différences de la mystérieuse Productivité Totale des Facteurs. Le modèle de Solow est un modèle de croissance exogène, la croissance échappe à toute action et politique économiques.

Prenant l'exemple de la concentration du capital humain et le jaillissement des idées dans la Silicon Valley, Paul Romer considère quant à lui que la croissance pourra se maintenir à un rythme élevé à mesure que se rassembleront de plus en plus de gens qualifiés. Le principal ingrédient de la théorie de Romer repose sur le *spillover*, ou contagion, au sein d'une ville ou d'une région. Les effets du *spillover* bien réels au niveau régional sont cependant insuffisamment puissants pour permettre à la croissance de se maintenir sur la durée au niveau national.

Autant le modèle de Solow ne permet pas de conseiller les politiques, autant le modèle de Romer recommande de baisser les impôts. La seule observation des variables dans le temps ne suffit pas à déterminer si les taux d'imposition ont ou non un effet de causalité sur la croissance. Contrairement aux dires répétés d'éminents économistes sans preuve à l'appui, les baisses d'impôts pour les riches ne produisent pas de croissance économique. L'économie des États-Unis a en revanche connu une transformation majeure qui pourrait avoir un impact direct sur la croissance : la concentration accrue de l'activité économique aux mains d'un petit nombre d'entreprises qui ralentit d'autant le rythme de l'innovation.

Un des moyens d'empêcher le ralentissement de la croissance est d'envoyer le capital dans les pays où la productivité est élevée et la croissance très rapide. Cela n'aidera pas les travailleurs des pays riches mais le revenu du capital continuera de croître tout en améliorant le niveau de vie des plus pauvres. La croissance économique est déterminante pour les pays les plus pauvres. Mais, tout comme pour les pays riches, le rapport du prix Nobel Michael Spence montre que nous ne connaissons pas la recette pour la stimuler, aucun épisode de croissance n'est semblable à un autre. Les entrepreneurs sociaux de la Silicon Valley pensent qu'en Afrique « Internet est un moteur formidable et incontesté de la croissance et du développement durable », alors qu'aucunes données fiables ne permettent d'étayer cette thèse. La liste des innovations « bas de la pyramide », ou frugales, censées transformer la vie des populations pauvres et alimenter la croissance jusqu'au sommet est incroyablement longue. Très peu atteignent une taille significative.

Malgré tous les efforts de plusieurs générations d'économistes, les mécanismes profonds de la croissance économique à long terme restent mystérieux. Ces économistes conçoivent la croissance économique et les

ressources d'un pays comme des agrégats (la « force du travail », le « capital », le « PIB »), passant à côté de la vraie question. La croissance est difficile à mesurer. Il est encore plus difficile de savoir quel en est le ressort et donc quelle politique économique appliquer pour qu'elle se produise. Il est donc temps de se débarrasser de l'obsession de la croissance.

Un des principes centraux des théories de la croissance est que les ressources se dirigent spontanément vers leurs usages les plus productifs. Dans la réalité ce n'est souvent pas le cas, l'économie ne semble pas faire le meilleur usage des ressources. Cela vaut pour les technologies, mais aussi la terre, le capital et les compétences. C'est ce que les macro-économistes appellent *la mauvaise allocation* des ressources. Mais à mesure que l'économie se débarrasse de ses « canards boiteux », la marge pour de futures améliorations diminue naturellement. Au nom de la croissance à venir, certains pays mettent en place des mesures qui frappent durement les populations. L'explosion des inégalités dans une économie qui ne croît plus est une très mauvaise nouvelle pour la croissance. La clef est de ne pas oublier que le PIB est un moyen, jamais une fin. L'objectif premier ne peut être que d'améliorer la qualité de vie de la population ordinaire, et surtout des moins favorisés. Cela passe par la consommation et aussi par la reconnaissance et le respect, la santé et l'éducation, l'esprit d'entreprise, la réduction du taux de mortalité. Pour les politiques, cela signifie une chose : donner la priorité au bien-être des plus pauvres.

6. Le climat

La croissance économique a pour conséquence immédiate le réchauffement climatique. C'est un phénomène extrêmement inégalitaire. La part la plus importante des émissions de CO₂ est générée directement dans les pays riches ou pour la production des biens consommés par les pays riches. Une très grosse part de son coût est et sera subie par les pays pauvres : surmortalité, pollution de l'air, moindre productivité, pertes agricoles,...

Les incitations et efforts en matière de R & D pour remplacer les technologies « sales » par des technologies « propres » ne seront pas suffisantes. Les choix énergétiques d'aujourd'hui affectent la consommation de demain, il ne faut pas se limiter à la taxe carbone comme outil politique. Il faudra que la consommation diminue et que les gens changent leurs habitudes et préférences. Contrairement aux dires de la théorie des préférences standards, William Nordhaus montre que c'est possible car nous sommes nombreux à nous préoccuper du sort d'autrui.

Prévenir le changement climatique va coûter cher pour investir dans les infrastructures et prendre des mesures de redistribution ciblée au bénéfice des populations touchées. Les pays riches sont tellement riches qu'ils peuvent sans difficulté payer la facture. Tout est dans la façon de présenter le débat pour qu'il n'oppose pas les plus pauvres des pays pauvres aux pauvres des pays riches. Un mélange de fiscalité et de réglementations permettant d'infléchir les émissions dans les pays riches et de financer une transition propre dans les pays pauvres pourrait avoir pour effet d'affaiblir la croissance économique dans les pays riches.

7. Inégalités, Robots et Impôts

La révolution de l'intelligence artificielle va détruire un large spectre de métiers sans qu'aucun consensus chiffré sur l'impact ne se fasse. Même si le nombre total d'emplois ne diminue pas, l'automatisation augmente les inégalités par le remplacement des emplois demandant des compétences et l'augmentation des emplois très qualifiés d'un côté ou sans aucune qualification de l'autre.

Une part du récent processus d'automatisation est excessif : les entreprises automatisent même quand les robots sont moins productifs que les humains. Cela s'explique par un biais dans le code des impôts américain qui taxe davantage le travail que le capital. Et l'orientation de la R & D vers l'automatisation des tâches existantes plutôt que l'invention de produits inédits. La mise en place d'une taxe sur les robots, proposée par certains, serait cependant facilement contournée.

L'évolution des inégalités est le résultat de choix et décisions politiques des trente dernières années basées sur le volume du PIB et la croissance continue. Les travaux de Thomas Piketty et Emmanuel Saez ont montré que l'accroissement des inégalités de revenu s'est accompagné d'un accroissement des inégalités de richesse ou de patrimoine. Certains comme Thomas Piketty pointent du doigt les changements de politiques économiques mais la plupart des économistes soulignent que les transformations structurelles de l'économie, et notamment les changements technologiques, ont joué un rôle important dans l'augmentation des inégalités. Qu'en est-il vraiment ?

La mondialisation et l'essor du secteur des technologies de l'information, combinés à une économie rigide et à d'autres changements importants mais plus locaux, ont créé un monde où cohabitent entreprises performantes et non performantes, ce qui a contribué à accroître les inégalités. Si les inventions issues des nouvelles technologies favorisent la domination de quelques entreprises superstars qui « raflent toute la mise » - *winner takes all*, cela ne suffit pas néanmoins à expliquer l'accroissement des inégalités. Une part de la réponse tient à la finance. L'explosion des salaires des employés du secteur financier et la pratique des *stocks options* dans la rétribution des PDG sont un facteur important de l'explosion générale des très hauts revenus. Des taux supérieurs d'imposition élevés pourraient conduire à une réduction non seulement des inégalités après impôts, mais aussi des inégalités avant impôts, et commencer à éliminer les ultra-super-riches. Pour éviter l'évasion fiscale, quelques économistes militent pour un impôt progressif sur la fortune applicable au niveau mondial et à toutes formes de richesses, notamment sur le montant réinvesti dans les *trusts*, et de réformer le système de fiscalité des entreprises pour que les profits des multinationales soient imposés là où elles réalisent leur chiffre d'affaires. Encore faut-il une volonté politique pour faire appliquer ces dispositions et aller vers un partage réel de la prospérité avant qu'elle ne soit imposée par la révolte populaire croissante.

La situation aux États-Unis est préoccupante. Outre la stagnation générale au bas de l'échelle, la mobilité sociale intergénérationnelle a fortement diminué, à l'encontre du fameux *American Dream*. La majorité des Américains dont les salaires et les revenus ont stagné, et qui se trouvent confrontés à un écart grandissant entre la richesse qu'ils voient autour d'eux et leurs propres difficultés financières, ont :

- soit le choix de sombrer dans le désespoir. On assiste à une hausse sans précédent de la mortalité de la population blanche peu éduquée d'âge moyen et une baisse de l'espérance de vie,

- soit d'accuser des tiers de leur prendre leurs emplois, les cibles naturelles étant les immigrés et le commerce international.

Deux idées fausses comme expliqué précédemment.

L'obsession de la croissance a fait des dégâts durables. Quand les bénéfices de la croissance économique sont largement accaparés par une petite élite, celle-ci peut devenir la cause d'une véritable catastrophe sociale. Il y a urgence et nécessité à concevoir et financer une politique sociale efficace.

8.

L'action gouvernementale

Il est déraisonnable d'attendre des marchés des résultats toujours justes, acceptables et même efficaces. L'impôt peut être utilisé pour atténuer les inégalités et financer les innovations en matière de politique sociale. La réforme fiscale ne devra pas s'appliquer seulement aux ultra-riches, mais aussi aux riches et même à la classe moyenne.

Les économistes sont en partie responsables de la répugnance des gens à payer des impôts, en soutenant que des taux élevés étouffent l'initiative et la croissance économique, bien que les données nous montrent qu'il n'en est rien. L'autre raison est politique, les gens se méfient de l'intervention de l'État dont la légitimité est remise en cause. L'aide aux personnes les plus défavorisées est d'autant plus freinée qu'une grande partie d'entre elles partage ce scepticisme. L'État manquerait à ses promesses, gaspillerait les deniers publics. Une situation aggravée par un contexte de défiance à l'égard des élites et de méfiance obsessionnelle de la corruption.

Les États-Unis sont dans l'impasse. L'État manque de ressources, parce qu'il est devenu politiquement impossible de lever des impôts. Pourtant la seule et unique solution passe par un rôle accru de l'État. En Europe, nous assistons à une course au moins-disant fiscal. En Inde, la part des recettes fiscales est stable, alors qu'elle a augmenté en Chine, permettant d'investir davantage et / ou de dépenser plus pour sa politique sociale. Le contre-exemple en Amérique latine avec le programme de transferts monétaires sociaux est instructif. La mise en place de programmes soigneusement conçus, plus efficaces et plus visibles politiquement, est l'un des grands défis de notre temps.

9.

Du *cash* et du *care*

Maintenir la tension entre l'aide pécuniaire et le souci de l'autre devrait être une des principales préoccupations des politiques sociales.

De tous les programmes sociaux, aucun ne semble plus à la mode que le revenu de base universel. L'attrait de ce genre de programme tient à son caractère réellement universel, sans tentative de cibler ou contrôler les populations ou de mettre en place des règles compliquées à appliquer qui stigmatisent les personnes comme c'est le cas des programmes de transferts monétaires. D'où vient alors la résistance au revenu de base universel ? Il y a une raison simple : l'argent, un programme qui n'exclut personne coûte cher. Une croyance veut aussi que donner de l'argent rendrait les pauvres « bons à rien ». Or aucune étude n'a jamais montré que les transferts monétaires amenaient les gens à moins travailler ou à gaspiller l'argent pour leur plaisir au lieu de le consacrer à ce dont ils ont besoin.

Dans les pays en développement, les différentes expérimentations montrent que la meilleure solution pourrait être de combiner, d'une part un revenu de base universel ultrabasique auquel tout le monde aurait accès en cas de besoin, et, d'autre part, des transferts plus importants ciblant des personnes très pauvres, conditionnés à des soins préventifs et à la scolarisation. Le financement de cette politique passe par l'augmentation des impôts et la suppression des autres programmes.

Le revenu de base serait-il aussi la solution aux États-Unis et en Europe ? Toutes les données montrent que les gens veulent travailler pour gagner de l'argent mais pas uniquement : le travail donne aussi un but, une appartenance sociale et une dignité. La crise que traversent les pays riches

est liée au fait que les individus qui pensaient appartenir à la classe moyenne ont perdu l'estime de soi que leur donnait leur travail. Le revenu universel n'est donc pas la solution pour les pays riches dont les habitants construisent leur vie autour du travail, contrairement aux habitants des pays pauvres. Quelles sont les autres solutions ? Les économistes et décideurs politiques apprécient le modèle danois de « flexisécurité » qui fait du chômage une étape banale de la vie. Le gouvernement pourrait aussi choisir d'accroître la demande pour des services publics requérant une main d'œuvre nombreuse en proposant des emplois utiles avec une rémunération juste. Cela permettrait de subventionner les conséquences néfastes de la rigidité de l'économie et de l'immobilisme de certaines personnes, secteurs ou régions. Aux États-Unis, la mobilité intergénérationnelle des enfants est étroitement liée au quartier dans lequel ils grandissent. Il est nécessaire de financer un bon enseignement public et de former des éducateurs, notamment pour la petite enfance ainsi que de favoriser l'accès à des services de gardes d'enfants, notamment pour les femmes à faible revenu. La prise en charge des personnes âgées est aussi un domaine promis à une forte expansion. L'aide au déménagement serait tout aussi utile. Des programmes d'aides aux entreprises les aidant à recruter au-delà de leur seul réseau local ont montré leur efficacité.

Toutes les transitions peuvent et devraient être une chance pour le gouvernement de signaler son empathie pour les travailleurs qui vont en subir les effets. Contrairement au revenu universel qui n'est qu'un droit universel à un revenu, le programme devrait inclure ce qui semble faire partie intégrante de l'identité sociale : nous devrions tous avoir le droit universel à une vie productive au sein de la société. Un autre modèle, qui passe de la condescendance au respect, est possible. Les gens ont des problèmes mais ne sont pas le problème. L'objectif de la politique sociale, en ces temps d'inquiétude et de changement, doit être d'aider les gens à absorber les chocs qui les frappent, sans laisser ces chocs anéantir le sentiment qu'ils ont de leur identité.

9.

Conclusion

De la bonne et de la mauvaise science économique

La science économique rêve d'un monde incroyablement dynamique. La réalité est bien différente et les économies bien rigides. Il existe des différences considérables entre les pays riches et les pays pauvres. Ces dernières années, nous assistons cependant au même scénario dans des nombreux pays développés : l'enrichissement des plus riches et l'appauvrissement de beaucoup, l'accroissement des inégalités. Ce n'est pas tant le changement lui-même qui est notable que son rythme. Des nombreuses politiques économiques et sociales se sont appuyées sur la science économique, la bonne et la mauvaise. Des économistes aveugles n'ont pas vu l'explosion des inégalités dans le monde, la fragmentation sociale et la catastrophe écologique imminente. Le seul recours contre les idées fausses est d'être vigilant, de résister aux séductions de l'évidence, de se méfier des promesses de miracles, d'interroger les faits. Cet appel à l'action s'adresse à toutes les personnes qui aspirent à un monde meilleur, plus sain et plus humain.

À propos

LeDoTank

LeDoTank est une association dont la vocation est de chercher à combler le déficit de connaissance et de compréhension de ce que sont les entreprises moyennes ; déficit qui touche tous les champs : gouvernance, RSE, financement, performance sociale, etc.

LeDoTank s'inscrit dans l'écosystème des entreprises moyennes en initiant des projets qui associent entrepreneurs, experts et chercheurs pour mieux identifier leurs enjeux propres et chercher à mettre en avant leur singularité afin de proposer des solutions adaptées. Il s'agit de contribuer au renouvellement de leurs pratiques et d'informer les décideurs des règles du jeu sur les spécificités de ces entreprises.

Pour progresser dans ces différentes voies, leDoTank peut compter sur ses partenaires : ce sont des entreprises ou des organisations consacrant des ressources – financières et/ou humaines – à la recherche de réponses concrètes aux enjeux sociétaux qui touchent leurs marchés ou leur environnement direct, mais aussi plus largement, l'intérêt commun.

Contact leDoTank

Christine BEYSSAC
Déléguée Générale
christine.beyssac@ledotank.com

Aca Nexia

Aca Nexia est un cabinet d'audit et conseil qui compte 250 professionnels parmi lesquels 21 associés. Son offre de services couvre l'audit, l'expertise comptable, l'externalisation (BPO), l'assistance aux transactions d'entreprises, le conseil opérationnel, la paie et la gestion sociale.

Les clients d'ACA Nexia sont majoritairement des ETI et des PME qui attendent des solutions pertinentes et de l'assistance pour les mettre en œuvre. Aca Nexia cultive ses valeurs de loyauté, compétence et partage, et fonde son indépendance sur une totale maîtrise de son capital par ses associés. Aca Nexia poursuit une stratégie de croissance maîtrisée fondée sur la présence de ses associés et managers sur le terrain, une offre de services évolutive, la généralisation du digital, une dimension internationale et le développement de la RSE tant en interne qu'au service de ses clients. Aca Nexia exprime sa responsabilité sociétale dans sa gouvernance et ses pratiques managériales, et est très heureuse d'accompagner leDoTank dans sa mission.

Contact Aca Nexia

François MAHÉ
Président
f.mahe@aca.nexia.fr

La collection " Lu pour vous "

n°1 : Les marchés à l'épreuve de la morale

n°2 : La nouvelle question laïque. Choisir la République

n°3 : Les relations marchandes face au don

n°4 : Économie utile pour des temps difficiles

n°5 : Peut-on penser une liberté sans abondance ?

leDoTank

36 Quai Saint Antoine,
69002 Lyon
www.ledotank.com